

Rexel SA

**Rapport complémentaire des commissaires aux
comptes sur l'augmentation du capital avec suppression
du droit préférentiel de souscription**

**Réunion du conseil d'administration du 22 novembre
2016**

Rapport complémentaire des commissaires aux comptes sur l'augmentation du capital avec suppression du droit préférentiel de souscription

Réunion du Conseil d'administration du 22 novembre 2016

Aux Actionnaires

Rexel SA

13, boulevard du Fort de Vaux
CS 60002
75838 Paris Cedex 17

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société et en application des dispositions de l'article R. 225-116 du code de commerce, nous vous présentons un rapport complémentaire au rapport du 23 avril 2015 établi par PricewaterhouseCoopers Audit et Ernst and Young Audit sur l'augmentation du capital avec suppression du droit préférentiel de souscription, réservée aux salariés de la société et des sociétés qui lui sont liées au sens de l'article L. 225-180 du code de commerce et de l'article L. 3344-1 du code du travail, qui adhèrent, pour les besoins de l'offre Rexel Opportunity 16, soit au Plan d'Epargne Groupe Rexel pour les sociétés françaises, soit au Plan d'Epargne Groupe International Rexel pour les sociétés en dehors de la France, autorisée par votre Assemblée Générale Extraordinaire du 27 mai 2015 dans le cadre de la vingt-quatrième résolution.

Comme mentionné dans le rapport du Conseil d'administration du 22 novembre 2016 :

- Les bénéficiaires de l'offre Rexel Opportunity16 en France souscrivent des actions nouvelles de la société par l'intermédiaire du FCPE « Rexel Actionnariat Classique France Relais 2016 »
- Les bénéficiaires de l'offre Rexel opportunity16 en Autriche, Belgique, Canada, Finlande, Norvège, Suède et Suisse souscrivent des actions nouvelles de la Société par l'intermédiaire du FCPE « Rexel Actionnariat Classique International Relais 2016 »
- Les bénéficiaires de l'offre Rexel Opportunity 16 en Allemagne, Chine, Espagne, Pays-Bas et Etats-Unis souscrivent en direct des actions de la Société.

Cette assemblée avait délégué à votre conseil d'administration la compétence pour décider d'une telle opération dans un délai de 26 mois et pour un montant nominal maximum ne pouvant pas excéder 2% du capital de Rexel, apprécié au jour de la décision de fixation du prix de souscription. Faisant usage de cette délégation, votre conseil d'administration a décidé dans sa séance du 25 mai 2016 de la date d'ouverture des souscriptions et de fixer le montant nominal maximum de l'augmentation de capital susceptible d'être réalisée à 30 227 470 euros (6 045 494 actions de 5 euros) et de déléguer au Directeur Général et au Directeur Général Délégué le pouvoir de fixer le prix de souscription des actions et la période de souscription. Le Directeur Général a ainsi fixé le prix de souscription à 11,08 euros pour les bénéficiaires situés en dehors des Etats-Unis et à 11,62 euros pour les bénéficiaires aux Etats-Unis. A l'issue de la période de souscription, votre conseil d'administration, dans sa séance du 22 novembre 2016 a constaté une augmentation du capital de 5 902 612,90 euros, par l'émission de :

- 492 427 actions ordinaires, d'une valeur nominale de 5 euros chacune et d'une prime d'émission unitaire de 6,08 euros et
- 38 427 actions ordinaires d'une valeur nominale de 5 euros chacune et d'une prime d'émission de 6,62 euros.

Il appartient au conseil d'administration d'établir un rapport complémentaire conformément aux articles R. 225-115 et R. 225-116 du code de commerce. Il nous appartient de donner notre avis sur la sincérité des informations chiffrées tirées d'une situation financière intermédiaire, sur la proposition de suppression du droit préférentiel de souscription et sur certaines autres informations concernant l'émission, données dans ce rapport.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont notamment consisté à vérifier :

- la sincérité des informations chiffrées tirées de la situation financière intermédiaire de la société et de la situation financière intermédiaire consolidée établies sous la responsabilité du conseil d'administration au 30 juin 2016, selon les mêmes méthodes et suivant la même présentation que les derniers comptes annuels et consolidés. Ces situations financières intermédiaires ont fait l'objet de notre part de travaux consistant à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers, à vérifier qu'elles ont été établies selon les mêmes principes comptables et les mêmes méthodes d'évaluation et de présentation que ceux retenus pour l'élaboration des derniers comptes annuels et consolidés et à mettre en œuvre des procédures analytiques ;
- la conformité des modalités de l'opération au regard de la délégation donnée par l'assemblée générale ;
- les informations données dans le rapport complémentaire du conseil d'administration sur le choix des éléments de calcul des prix d'émission et leur montant définitif.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur :

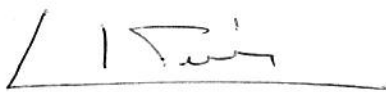
- la sincérité des informations chiffrées tirées de ces situations financières intermédiaires et données dans le rapport complémentaire du conseil d'administration ;
- la conformité des modalités de l'opération au regard de la délégation donnée par votre assemblée générale extraordinaire du 27 mai 2015 et des indications fournies aux actionnaires ;
- le choix des éléments de calcul des prix d'émission et leur montant définitif ;
- la présentation de l'incidence de l'émission sur la situation des titulaires de titres de capital et de valeurs mobilières donnant accès au capital appréciée par rapport aux capitaux propres et sur la valeur boursière de l'action ;
- la suppression du droit préférentiel de souscription sur laquelle vous vous êtes précédemment prononcés.

Neuilly-sur-Seine et Paris La Défense, le 2 décembre 2016

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit

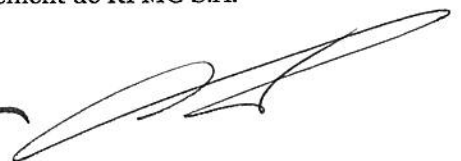
KPMG Audit
Département de KPMG S.A.



Christian Perrier



Valérie Besson



Jean-Marc Discours

